

2003 D N° 4446

Volume : 2003 P. N° 3181

Publié et enregistré le 20/10/2003 à la conservation des hypothèques
de

DIJON 2EME BUREAU

17 NOV 2003

Droits : Néant

Salaires : 90,00 EUR

TOTAL : 90,00 EUR

Reçu : Quatre-vingt-dix Euros

Le Conservateur des Hypothèques,

M. VIERSTRASSE

DEPARTEMENT DE LA COTE D'OR

Commune de GRANCEY SUR OURCE

Par arrêté du Trente et Un Octobre Deux Mil Deux, Monsieur le Préfet de la COTE D'OR déclarait d'utilité publique au bénéfice de la Commune de GRANCEY SUR OURCE – Mairie (21570) – Code SIREN = 212.103.055, représentée ici par M. Patrick SIMON, premier Adjoint au Maire, les travaux projetés en vue de la protection du **Puits Communal dit de Grancey** situé sur le territoire de la Commune de GRANCEY SUR OURCE, exploité par la dite Commune, et destiné à l'alimentation en eau potable de la population.

La reproduction de l'arrêté ci-dessus mentionné fait l'objet du **TITRE I** du présent acte.

La liste des parcelles (état parcellaire) comprises en partie ou en totalité dans le périmètre de protection rapprochée et grevées de servitudes fait l'objet du **TITRE II**.

Cet état parcellaire mentionne l'identité des propriétaires ainsi que les références cadastrales et les origines de propriété des parcelles leur appartenant.

PG

TITRE I

COPIE DE L'ARRETE PREFECTORAL



PREFECTURE DE LA COTE D'OR



Direction Départementale de
l'Agriculture et de la Pêche

Le Préfet de la région de Bourgogne
Le Préfet de la Côte d'Or

ARRETE PREFECTORAL PORTANT DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE DE LA DERIVATION DES EAUX ET DE LA CREATION DES PERIMETRES DE PROTECTION DU CAPTAGE DIT "PUTTS DE GRANCEY" SITUÉ SUR LA COMMUNE DE GRANCEY SUR OURCE ET ALIMENTANT EN EAU POTABLE CETTE COMMUNE

COMMUNE DE GRANCEY SUR OURCE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de la Santé Publique, et notamment ses articles L 20 et L 20.1,

VU le Code Rural et notamment l'article 113,

VU le Code de l'Expropriation et notamment ses articles L 11.2 à L 11.7 inclus, et R 11.1 à R 11.18 inclus,

VU la loi n° 92.3 du 3 janvier 1992,

VU le décret n° 67.1094 modifié du 15 décembre 1967 relatif au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre la pollution,

VU le décret modifié n° 55.22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière (article 36.2) et le décret d'application modifié n° 55.1350 du 14 octobre 1955,

VU les décrets n° 62.1448 et 62.1449 du 24 novembre 1962 fixant les attributions du Ministère de l'Agriculture en ce qui concerne la police et la gestion des eaux,

VU le décret n° 67.1093 du 15 décembre 1967 sanctionnant les infractions à la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution,

R.G.

VU le décret n° 73.218 du 23 février 1973 et l'arrêté du 20 novembre 1979 pris pour l'application des articles 2 et 6.1e de la loi précitée du 16 décembre 1964,

VU le décret n° 77.1141 du 12 octobre 1977 pris pour l'application de l'article 2 de la loi n° 76.629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature,

VU le décret n° 89.3 du 3 janvier 1989 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales naturelles,

VU l'arrêté du 24 Mars 1998 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles 4, 5, 20 et 22 du Décret 89.3 modifié du 03 Janvier 1989,

VU les circulaires d'application des 4 novembre 1980 et 14 décembre 1981,

VU la circulaire interministérielle du 24 juillet 1990 relative aux périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinés à l'alimentation des collectivités humaines,

VU la délibération du 15 septembre 1998 par laquelle le Conseil Municipal de la Commune de GRANCEY SUR OURCE demande l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique :

- de la dérivation des eaux du puits de Grancey alimentant la Commune de GRANCEY SUR OURCE, pour volume maximum journalier de 150 m³/jour et pour volume maximum horaire de 13 m³/heure
- de l'acquisition des terrains nécessaires au périmètre de protection immédiate,
- de la création des périmètres de protection des captages et des servitudes qui y sont attachées,

VU les plans des lieux et notamment les plans des terrains compris dans les périmètres de protection des captages,

VU le rapport hydrogéologique de M. Jean-Claude MENOT, hydrogéologue agréé, en date du 05 juillet 1999,

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène de la Côte d'Or en date du 25 septembre 2001,

VU le dossier de l'enquête à laquelle il a été procédé dans les communes de GRANCEY SUR OURCE et d'AUTRICOURT conformément à l'arrêté préfectoral DDAF du 29 avril 2002 en vue de la déclaration d'utilité publique,

VU l'avis du Commissaire - Enquêteur,

VU le rapport de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural, des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture, sur les résultats de l'enquête,

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Côte d'Or,

RG

ARRETE

ARTICLE 1er : Sont déclarés d'utilité publique, les travaux à entreprendre par la Commune de GRANCEY SUR OURCE en vue d'assurer son alimentation en eau potable :

- la dérivation des eaux du puits de "Grancey", située sur la commune de GRANCEY SUR OURCE, parcelle ZE 17 au lieu-dit "Les Courtelandes",

Les volumes maximaux journaliers seront de 150 m³/jour et les volumes maximaux horaires de 13 m³/h.

- la création des périmètres de protection des captages et des servitudes qui y sont attachées,

ARTICLE 2 : Les installations de prélèvement devront, si elles ne le sont pas, être munies d'appareils de mesure permettant de contrôler les quantités prélevées dans les conditions fixées à l'article 12 de la loi n° 92.3 du 3 janvier 1992.

ARTICLE 3 : Il est créé autour du captage, un périmètre de protection immédiate, suivant les plans et l'état parcellaire joints au présent arrêté.

A l'intérieur de ce périmètre, sont interdites toutes activités autres que celles nécessaires aux besoins du service. Il sera acquis en pleine propriété par la Commune de GRANCEY SUR OURCE et il devra être entièrement clos et bien entretenu (fauchage, débroussaillage ... à l'exclusion de désherbage chimique). Les produits de fauche ... devront être exportés à l'extérieur de la zone de captage.

Le puits devra être équipé d'un capot étanche muni d'une aération et fermant à clé. Les aérations de la station devront être munies d'un grillage fin (type alimentaire).

ARTICLE 4 : Il est créé autour du captage, un périmètre de protection rapprochée, suivant les plans et les états parcellaires joints au présent arrêté.

A l'intérieur de ce périmètre et parmi les activités, dépôts et constructions visés par le décret 89.3 modifié du 3 janvier 1989 seront interdits :

- le forage de puits et l'implantation de tout sondage ou captage autres que ceux destinés au renforcement des installations faisant l'objet du rapport;
- l'ouverture de carrières et de gravières et plus généralement de fouilles susceptibles de modifier le mode de circulation des eaux et leur sensibilité à la pollution;
- le dépôt d'ordures ménagères, d'immondices, de détritus, de déchets industriels et radioactifs et de tout produit susceptible d'altérer la qualité de l'eau;
- l'établissement de toute construction superficielle ou souterraine;
- l'installation d'activité industrielle classée;
- la pratique du camping;

BG

- l'installation de canalisations, réservoirs ou dépôts de substances susceptibles d'altérer la qualité de l'eau, notamment : hydrocarbures liquides ou gazeux, produits chimiques, matières organiques et eaux usées de toutes natures;
- l'installation à des fins industrielles ou commerciales de canalisations, réservoirs ou dépôts d'hydrocarbures liquides et de produits chimiques;
- l'installation de bâtiments agricoles liés à la présence d'animaux;
- le déboisement, le défrichement;
- le stockage d'effluents agricoles et de matières fermentescibles;
- l'utilisation de défoliants;
- l'épandage d'eaux usées de toutes natures, de matière de vidange, de boues de stations d'épuration, d'effluents industriels et d'effluents liquides d'origine animale tels que purin et lisier;
- le rejet collectif d'eaux usées;
- la création de camping;
- les installations domestiques d'eaux usées;
- tout fait susceptible de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux.

A l'intérieur de ce périmètre et parmi les activités, dépôts et constructions visés par le décret 89.3 modifié du 3 janvier 1989 seront soumis à autorisation préfectorale :

- le remblaiement;
- la création de voies de transport terrestre;
- l'infiltration des eaux pluviales dans des puits d'infiltration;
- la création de cimetières;
- l'utilisation d'engrais chimique;
- l'utilisation de produits agropharmaceutiques (herbicides);
- la création d'étang;

Dans le cadre de l'autorisation, l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène pourra être requis, ainsi que celui d'un hydrogéologue agréé.

RG

ARTICLE 5 : Il est créé, autour du captage, un périmètre de protection éloignée, suivant la carte au 1/25000 jointe au présent arrêté.

A l'intérieur de ce périmètre, parmi les activités, dépôts ou constructions visés par le décret 89.3 modifié du 3 janvier 1989 seront soumis à autorisation Préfectorale, après avis éventuel du Conseil Départemental d'Hygiène, ainsi que d'un hydrogéologue agréé :

- le forage de puits et l'implantation de tout sondage ou captage autres que ceux destinés au renforcement des installations faisant l'objet du rapport;
- l'ouverture de carrières et de gravières et plus généralement de fouilles susceptibles de modifier le mode de circulation des eaux et leur sensibilité à la pollution;
- le dépôt d'ordures ménagères, d'immondices, de détritus, de déchets industriels et radioactifs et de tout produit susceptible d'altérer la qualité de l'eau;
- l'établissement de toute construction superficielle ou souterraine;
- la pratique du camping;
- l'installation de canalisations, réservoirs ou dépôts de substances susceptibles d'altérer la qualité de l'eau, notamment : hydrocarbures liquides ou gazeux, produits chimiques, matières organiques et eaux usées de toutes natures;
- l'installation à des fins industrielles ou commerciales de canalisations, réservoirs ou dépôts d'hydrocarbures liquides et de produits chimiques;
- la création de voies de transport terrestre;
- l'infiltration des eaux pluviales dans des puits d'infiltration;
- l'installation de bâtiments agricoles liés à la présence d'animaux;
- le déboisement, le défrichement;
- le stockage d'effluents agricoles et de matières fermentescibles;
- l'utilisation de défoliants;
- l'épandage d'eaux usées de toutes natures, de matière de vidange, de boues de stations d'épuration, d'effluents industriels et d'effluents liquides d'origine animale tels que purin et lisier;
- le rejet collectif d'eaux usées;
- l'utilisation de produits agropharmaceutiques (herbicides);
- la création d'étang;
- les installations domestiques d'eaux usées;
- la création de camping;
- tout fait susceptible de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux.

RG

A l'intérieur de ce périmètre et parmi les activités, dépôts et constructions visés par le décret 89.3 modifié du 3 janvier 1989 seront soumis au régime général :

- le remblaiement;
- l'installation d'activité industrielle classée;
- la création de cimetières;
- l'utilisation d'engrais chimique.

ARTICLE 6 : Les pesticides et les engrais chimiques devront être utilisés aux doses homologuées et conformément aux arrêtés ministériels relatifs à l'application des produits antiparasitaires à usage agricole. En fonction des résultats du contrôle sanitaire, des restrictions d'utilisation ou interdictions pourront être imposées par arrêté préfectoral complémentaire.

Le cahier des charges du programme d'actions nitrates, annexé à l'autorisation préfectorale du 02 juillet 2001, sera appliqué dans les périmètres de protection rapprochée et éloignée.

ARTICLE 7 : Les mesures nécessaires pour améliorer l'écoulement des eaux afin d'éviter leur séjour prolongé à la surface de la plaine alluviale autour du captage devront être prise après concertation entre M. le Maire de GRANCEY SUR OURCE, M. CHAUVE et les services autorisés.

ARTICLE 8 : Pour les activités, dépôts et installations existant à la date de publication du présent arrêté sur les terrains compris dans les périmètres de protection prévus aux articles 3 et 4, il devra être satisfait aux obligations résultant de l'institution des dits périmètres dans un délai de deux ans et dans les conditions définies ci-dessus.

Les activités, dépôts et installations existants dans le périmètre de protection rapprochée et éloignée à la date du présent arrêté seront recensés dans un délai de 6 mois par les soins de la collectivité, propriétaire du point d'eau. La liste sera transmise à M. Le Préfet et à la DDASS.

Ces activités recensées dont le fonctionnement est soumis à autorisation ou interdiction par le présent arrêté feront l'objet d'une décision administrative qui précisera les conditions à respecter pour leur maintien en service.

ARTICLE 9 : Tout propriétaire ou exploitant d'une activité ou d'une installation soumise à autorisation par le présent arrêté devra, avant tout début de réalisation, faire part au Préfet de son intention en précisant les caractéristiques du projet et les dispositions prises pour pallier les risques de porter atteinte à la qualité des eaux. L'administration fera connaître dans un délai de trois mois les dispositions à prendre en vue de la protection des eaux.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'administration sera faite par un hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire

R G

ARTICLE 10 : L'acquisition par la Commune de GRANCEY SUR OURCE des terrains compris dans le périmètre de protection immédiate tel qu'il figure aux plans et à l'état parcellaire joints au présent arrêté est déclarée d'utilité publique. Cette acquisition devra être faite soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, dans un délai de cinq ans à dater de la publication du présent arrêté. Ce délai pourra être renouvelé une fois.

ARTICLE 11 : L'eau distribuée devra être conforme aux conditions exigées par le décret 89.3 modifié du 03 janvier 1989. Le contrôle de la qualité est effectué par la DDASS. Il pourra être exigé des traitements complémentaires si la qualité ne respectait pas les normes réglementaires.

ARTICLE 12 : Quiconque aura contrevenu aux dispositions des articles 3, 4 et 5 du présent arrêté sera passible des peines prévues par le décret n° 67.1094 du 15 décembre 1967, pris pour l'application de la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964.

ARTICLE 13 : Le présent arrêté sera affiché, par les soins du Maire de la Commune de GRANCEY SUR OURCE pendant au moins deux mois. Il sera justifié de l'accomplissement de cette formalité par la production d'un certificat d'affichage par cette collectivité.

ARTICLE 14 : Le présent arrêté sera publié à la Conservation des Hypothèques du Département de la Côte d'Or, et au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Côte d'Or.

ARTICLE 15 : Les indemnités qui pourraient être dues par la Commune de GRANCEY SUR OURCE aux propriétaires seront fixées comme en matière d'expropriation.

ARTICLE 16 : MM. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Côte d'Or, le Sous-Préfet de l'arrondissement de MONTBARD, l'Ingénieur en Chef du Génie Rural, des Eaux et des Forêts, Directrice Départementale de l'Agriculture et de la Forêt de la Côte d'Or, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de la Côte d'Or, le Maire de la Commune de GRANCEY SUR OURCE, le Maire de la Commune d'AUTRICOURT, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

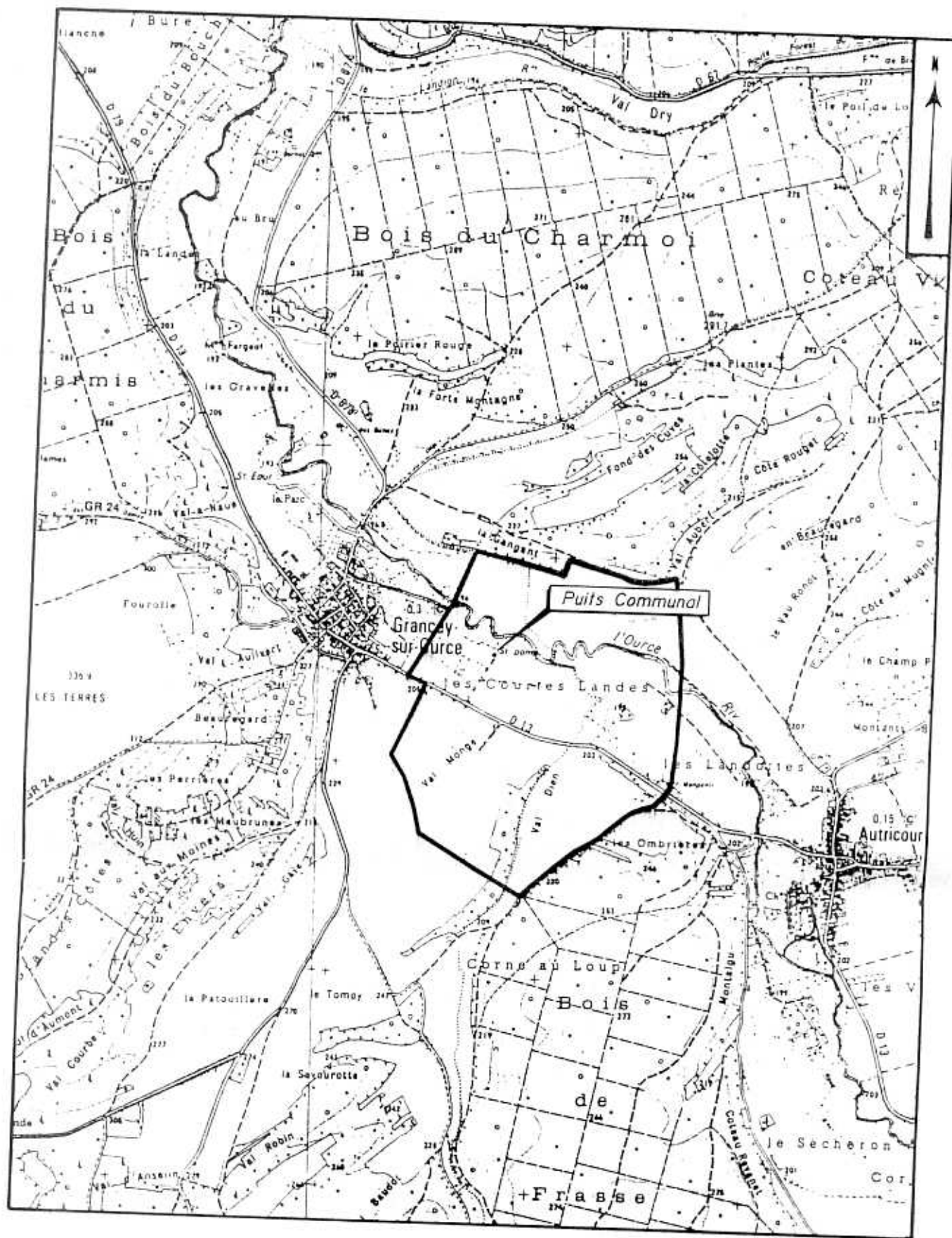
Fait à DIJON, le 31 OCT. 2002

LE PREFET,
Pour le Préfet
et par déléguation,
Le Secrétaire Général,

Roland MEYER

RE

PLAN DE SITUATION



ECHELLE : 1/25000